

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 5 décembre 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

Vous voulez vivre mieux, « *sauver la planète* », alors virons Macron et abattons le capitalisme, la Ve République !

Macron et Philippe sont cuits, achevons-les !

● [Au format pdf \(pages\)](#)

## **A bas la COP, à bas Le pacte de l'ONU sur les migrations !**

Dors et déjà, Macron haï par l'immense majorité de la population ne pourra pas se représenter en 2022, et Philippe ou aucun dirigeant de LREM ne pourra pas non plus se présenter, en quelques jours ce scénario a volé en éclats. Si en quelques mois à peine ils étaient parvenus à imposer un candidat inconnu ou presque et un nouveau parti, ils ne pourront pas récidiver, la ficelle serait trop grosse. Cela va alimenter la crise des institutions et pose directement la question du pouvoir politique, de l'Etat, qui ne peut trouver aucune réponse satisfaisante du point de vue des intérêts des travailleurs dans le cadre de la Constitution de la Ve République et du carcan de l'UE avec lesquels il faut rompre impérativement pour avancer vers une République sociale.

La survie du capitalisme est incompatible avec le développement de la civilisation humaine, il doit donc disparaître.

C'était la conclusion à laquelle étaient parvenus les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels à l'issue de leurs années de travaux sur les fondements et le fonctionnement du capitalisme, après avoir observé que les contradictions économiques qui en découlaient entraînaient inexorablement au sein de la société la formation de deux pôles antagoniques et irréconciliables, qui au cours de leur évolution ne cesseraient de se renforcer et de se dresser l'un contre l'autre dans une lutte de classes à mort, de sorte que ces contradictions se traduiraient par une concentration toujours plus grande des richesses et du pouvoir au pôle représenté par l'infime minorité d'exploiteurs et d'opresseurs qui détenaient tous les pouvoirs, au détriment des besoins des exploités et des opprimés toujours plus nombreux à l'autre pôle, engendrant infailliblement des tensions extrêmes, dont l'issue coïnciderait avec la dislocation de la société vouée au chaos, à une régression sociale sans fin, à la guerre, à la barbarie, au totalitarisme au cas où la minorité de capitalistes conserveraient le pouvoir, ou au contraire permettrait de mettre un terme à cette grave menace qui pesait sur la survie de la civilisation humaine et constituait une entrave à son développement harmonieux, au progrès social, si au cours d'un soulèvement révolutionnaire les exploités et les opprimés organisés parvenaient à se débarrasser de ce système économique et de ses institutions politiques pour refonder la société conformément aux besoins de l'ensemble de la population afin qu'ils puissent être satisfaits et vivre en paix.

Chacun peut observer quotidiennement à quel point cette analyse était juste, au regard des conséquences qu'a engendrées la survie du capitalisme pourrissant que nous subissons tous quel que soit le pays ou le continent où nous vivons. Ce sont les faits et uniquement les faits ainsi que leurs enchaînements qui depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours ont confirmé les observations et les conclusions auxquelles étaient parvenus Marx et Engels.

A l'analyse du développement du capitalisme par Marx et Engels qui justifie le combat politique pour en finir avec le capitalisme, et qui nous sert de base théorique et programmatique, est venu s'ajouter un nouveau facteur, climatique cette fois, donc extérieur au capitalisme, mais que les capitalistes se sont appropriés et instrumentalisent pour accroître leur domination de classe ou mieux nous soumettre à l'ordre totalitaire qu'ils entendent instaurer. Du coup, nous devons le traiter de la même manière que n'importe quel autre facteur économique et l'intégrer dans notre théorie ou notre combat politique pour en finir avec le capitalisme. C'est d'autant plus facile et juste que c'est ainsi que les capitalistes le traite en reportant les conséquences du réchauffement climatique sur la classe ouvrière et les classes moyennes.

Si le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec la survie du capitalisme, le capitalisme est disqualifié pour adapter la société à de nouvelles conditions climatiques, sachant par ailleurs que les multinationales continuent de saccager l'environnement et contribuent à aggraver les conséquences de la hausse de la température due essentiellement à l'activité du soleil.

Compte tenu du réchauffement climatique, pour que le 0,1% de nantis puissent continuer de vivre comme avant, les oligarques ont décidé que les besoins des 7,4 milliards d'habitants de notre planète étaient incompatibles avec l'évolution du climat de la terre, et que par conséquent ils ne seront jamais satisfaits, pire, ils devront être revus à la baisse.

### **L'ONU porte-parole de la stratégie du chaos et de la gouvernance mondiale.**

Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, doit se rendre à Marrakech (Maroc), lundi et mardi, afin de ratifier le pacte de l'ONU sur les migrations. Ce pacte recense, entre autres, 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières".

Ce pacte de l'ONU sur les migrations "dit surtout qu'il faut un dialogue mondial et une gouvernance mondiale sur les questions d'immigration", et "rappelle un certain nombre de principes", analyse Matthieu Tardis, chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Réaffirmant l'attachement de la communauté internationale aux droits de l'homme et de l'enfant, mais aussi à la souveraineté nationale, le pacte liste 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". (Après la démocratie par les bombes, "des migrations sûres, ordonnées et régulières" engendrées par des guerres ! Tardis ou l'élite corrompue de la "communauté internationale" des va-t-en-guerre contre tous les peuples - LVOG)

L'ONU appelle ainsi à "lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine". (L'ONU qui a soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain ! - LVOG)

"Et les migrations, on en a besoin, nos économies en ont besoin. Beaucoup de secteurs de l'économie française reposent sur des travailleurs migrants, parfois en situation irrégulière", rappelle le chercheur. [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr) 05.11

(L'ONU marchand d'esclaves, quel aveu ! - LVOG)

### **Le pacte criminel de l'ONU avec l'oligarchie.**

- La Centrafrique crie famine - [liberation.fr](http://liberation.fr) 4 décembre 2018

Dans un rapport publié vendredi, l'Unicef s'alarme du nombre croissant d'enfants atteints de malnutrition aiguë en République centrafricaine. [liberation.fr](http://liberation.fr) 4 décembre 2018

## **Instrumentalisation du réchauffement climatique : Un complot de l'oligarchie contre tous les peuples.**

- Climat: le monde appelé à ne "pas trahir" les générations futures - AFP 04.11

- La Marche pour le climat maintenue par ses organisateurs à Paris - Reuters 05.11

Les organisateurs de la Marche pour le climat à Paris excluent mardi d'annuler ou de reporter la manifestation prévue samedi prochain, comme l'a souhaité le ministre de l'Intérieur qui craint de nouvelles violences liées au mouvement des "Gilets jaunes". Reuters 05.11

### **Fabrication du consentement. Vous devez « renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent ».**

**Ruptures** - Extraits. "les augmentations programmées ne sont pas seulement pensées pour racketter encore un peu plus les automobilistes ; elles visent aussi et surtout à impulser « un véritable changement des comportements », et même à imposer une « modification des modes de vie ». Ce sont les auteurs mêmes des taxes qui le disent.

Tout cela parce qu'il faudrait « sauver la planète ». Et là, il y a une ribambelle de partis et de dirigeants de tous bords, y compris parmi les opposants à Emmanuel Macron, qui arrivent en disant : « il ne faut pas opposer le social et l'écologie ».

On nous dit qu'il ne faut pas opposer « ceux qui ont peur de la fin du mois à ceux qui ont peur de la fin du monde ». Eh bien si, il y a bien une opposition. De classe.

On ne cherche pas seulement à nous faire moins rouler (et moins vite) ; de plus en plus, des villes justifient, au nom de l'environnement, qu'on n'éclaire plus les rues la nuit (ou qu'on coupe l'éclairage de plus en plus tôt) ; ici et là – en milieu rural en particulier – on organise le ramassage de moins en moins fréquent des ordures (parfois toutes les trois semaines !) en expliquant que c'est de la pédagogie pour mieux recycler ; demain peut-être, les compteurs Linky seront capables de dénoncer les criminels qui se chauffent trop...

Et l'on n'a encore rien vu. On le sait peu, mais tout cela est théorisé. Dans le grand quotidien Le Monde (21/11/18), un philosophe australien qui fait autorité dans ces domaines affirme qu'il faudrait « se résigner à un changement de vie radical ».

Et il se lamente que cette idée ne soit pas très populaire car elle signifie « abandonner le principe fondamental de la modernité, c'est-à-dire l'idée d'un progrès ». Pour le dénommé Clive Hamilton, il faut impérativement « renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent ». Et le grand quotidien du soir, bible des élites dirigeantes, trouve cette idée si géniale qu'il la reprend et la martèle dans son éditorial.

Et voilà : derrière le racket à la pompe, déjà insupportable, se cache une idée particulièrement grave : il faudrait renoncer au concept même de progrès. Et donc de progrès social, économique, technique, scientifique. C'est-à-dire renoncer à ce qui est l'un des fondements de l'histoire de l'humanité : faire en sorte que les générations à venir disposent de plus et mieux que les générations présentes.

C'est sans doute le signe que le système est en bout de course. Il est de moins en moins capable de faire de la croissance, de produire des richesses (autrement qu'en surexploitant de la main d'œuvre à bas prix à l'autre bout du monde, en délocalisant à tout va)... Il est tout juste bon à faire enfler la finance. Et à inventer l'idéologie de la régression qui va avec. Ruptures le 02 décembre 2018

**Fabrication du consentement. La « transition énergétique » ou « sauver la planète », c'est "le faux nez de l'austérité contrainte".**

**Ruptures** - Extrait. Impressionnant : la mobilisation des « gilets jaunes », qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de citoyens le 17 novembre et se poursuit, revêt une ampleur sans précédent dans l'Histoire de France pour un mouvement sans organisateur institué. Les développements à venir restent incertains, mais il est déjà possible de pointer les composantes de cette colère jaune, portée par des acteurs dont c'était pour beaucoup la première manif, et qui jouit d'un soutien populaire écrasant.

Son déclencheur mérite attention : la détermination gouvernementale à augmenter les taxes sur le carburant, particulièrement sur le diesel, repose explicitement sur la volonté d'imposer un changement des comportements et des modes de vie, nommé « transition énergétique ». Que près de deux sondés sur trois estiment que le pouvoir d'achat doit passer avant la conversion écologique constitue une claque d'une violence inouïe infligée au pilonnage multi-quotidien quant à l'obligation de « sauver la planète ». La « sobriété heureuse » commence à apparaître pour ce qu'elle est : le faux nez de l'austérité contrainte.

Evidemment, au-delà de l'essence, c'est le pouvoir d'achat qui a mobilisé. Alimentation, carburant, électricité, gaz, assurances, loyer : des millions de ménages sont pris à la gorge. Les protestataires sont massivement issus du monde du travail, tandis que le mouvement est accueilli avec circonspection (au mieux) parmi la bourgeoisie urbaine.

Facteur supplémentaire : la rage de se sentir ignoré par « ceux d'en haut ». Cela vaut pour le social : on a beau travailler dur, on n'y arrive plus ; mais aussi pour le politique : on a beau renvoyer les sortants, les orientations restent les mêmes. Le souvenir du référendum inversé de mai 2005 est encore cuisant. Le mantra macronien de ladite « souveraineté européenne » a objectivement aggravé les choses : il est ontologiquement incompatible avec la souveraineté du peuple. Ruptures le 03 décembre 2018

**La gauche : La MST (Maladie Socialement Transmissible) du mouvement ouvrier.**

L'antifascisme devait finalement s'accommoder du coup d'Etat néonazi de Maidan en Ukraine...

Le féminisme devait finalement s'accommoder de la théorie du genre...

L'antiracisme devait finalement s'accommoder de la traite des esclaves nommés migrants...

L'écologisme devait finalement déboucher sur la COP...

Le réformisme devait finalement s'accommoder de la collaboration de classes et déboucher sur le corporatisme...

L'anticommunisme devait finalement déboucher sur le totalitarisme...

La gauche a bien été l'allié objectif fidèle et zélée de la réaction pour faciliter l'application de sa politique et détruire de l'intérieur le mouvement ouvrier.

Quand vous remontez au début du XXe siècle, vous vous apercevez que la gauche a préféré la guerre impérialiste ou le fascisme au socialisme, qu'elle a été colonialiste, farouchement xénophobe, raciste, misogyne, homophobe, pollueur, antidémocratique, antirépublicaine, antisociale, dictatoriale. L'horreur, n'est-ce pas ? Cette imposture a duré pendant plus d'un siècle parce que tous les courants du mouvement ouvrier s'en sont accommodés. Quand vous avez cela à l'esprit, après vous ne vous étonnez plus qu'on en soit arrivé à la situation actuelle. Quand vous

étiez militant ouvrier et que vous tentiez de résister à cette imposture, vous étiez systématiquement traité de gauchiste, d'ignorant, c'était vous le parasite et non cette saloperie.

En refusant de combattre tous ces courants liquidateurs du mouvement ouvrier, l'extrême gauche s'est discréditée à jamais. Que ceux qui y militent aujourd'hui ne croient pas qu'il pourrait en sortir un jour quelque chose de bon pour la classe ouvrière, ils se trompent lourdement. Un tel déni leur sera fatal un jour ou l'autre, comme ce fut le cas de centaines de milliers de militants qui l'ont plus ou moins compris avant eux sans parvenir à comprendre ce qui s'était réellement passé et qui abandonnèrent le combat politique.

C'est con à dire, mais c'est dialectique, le dilettantisme, l'absence de rigueur théorique, l'absence de principes, le refus d'admettre les faits, la mémoire sélective, la soudaine amnésie, l'hypocrisie, le mensonge, la tentation de s'accommoder de l'inacceptable, la bonne conscience, l'autosuggestion, l'autosatisfaction, l'arrogance, le manque de volonté ou de courage, l'ignorance, tout se paie un jour dans la vie comme en politique.

Quand on s'aperçoit qu'on est engagé dans une mauvaise voie et qu'on persiste malgré tout, on peut multiplier les artifices et les efforts pour retarder le moment du verdict fatal qui nous attend au bout, mais nous n'y couperons pas, et plus nous retarderons l'échéance plus lourde sera l'addition à payer.

Pour avoir délibérément persisté dans l'erreur, nos dirigeants nous ont livré pieds et mains liés à nos ennemis, totalement désarmés pour les affronter. Le gigantesque défi qui nous est posé maintenant, c'est de rompre immédiatement avec leur politique, et de la combattre en définissant une nouvelle stratégie pour conquérir la direction du mouvement ouvrier et affronter l'oligarchie et la vaincre. Si on refuse de faire l'inventaire de la lutte de classes du XXe siècle, de la gauche et de l'extrême gauche, et d'en tirer les enseignements théoriques et pratiques, nous sommes perdus.

Le mouvement engagé depuis le 17 novembre en France témoigne que les enseignements de la révolution russe de 1917 demeurent parfaitement valables, reste à les adapter à la société d'aujourd'hui, ce que nous n'avons jamais su faire ou voulu faire, et pourtant tous les matériaux existaient, ils sont même pour ainsi dire inépuisables puisqu'il s'agit de piocher dans la réalité, tout dépendra si nous nous en contenterons ou si une nouvelle fois nous nous en détournerons pour élaborer de nouvelles théories foireuses qui nous conduiront dans une impasse.

C'est là qu'il est permis de se demander pour quelle cause nous combattons réellement, quelles sont nos réelles intentions, car s'écarter de la réalité, c'est se détourner de notre classe, de notre cause. Un jour Trotsky dit à un de ses interlocuteurs qu'il devait faire preuve d'imagination, il lui répondit que ce n'était pas facile ou qu'il en manquait, quelque chose comme cela. Trotsky lui dit qu'il n'avait qu'à puiser dans la réalité qui est une source inépuisable d'imagination au lieu de s'en détourner, je cite en substance, je n'ai retenu que l'essentiel comme d'habitude, ma mémoire fonctionne ainsi, un enseignement en quelque sorte.

C'est quand même incroyable, on n'a jamais disposé d'autant d'informations ou de connaissances sur la composition et le fonctionnement de la société, des différentes classes, et on n'est pas foutu de s'en servir pour avancer vers nos objectifs politiques, c'est qu'on est vraiment nul ! On cherche désespérément quelle est la nature du problème que nous avons à régler, alors que le problème c'est nous, il n'est nulle part ailleurs ! Apparemment chacun n'est pas prêt à l'admettre, et bien tant qu'il en sera ainsi on n'avance pas d'un millimètre.

Cessons de nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, faisons preuve d'un peu de modestie, apprenons à observer, écouter et lire, et nous disposerons de l'état d'esprit indispensable pour affronter tranquillement la réalité. Cela rend également d'énormes services dans la vie quotidienne, c'est gratuit et accessible à tous, ce serait dommage de s'en passer. C'est

plus facile de se battre contre les autres que contre soi-même, et bien il faut s'y mettre sans attendre, et puis on en tirera une saine satisfaction, sachant qu'on en partagera les enseignements.

## En complément

### Pourquoi tiennent-ils tant à associer «Gilets jaunes et climat» ?

Parce que ce sont les agents de la réaction au sein du mouvement ouvrier (et à l'extérieur, ONG) qui sont le fer de lance de l'instrumentalisation de la question climatique pour le compte de l'oligarchie. Un média-oligarque leur sert de tribune, ce n'est pas anodin. La pire erreur à commettre serait de croire que Libération (Drahi) encouragerait la convergence des luttes, donc conservez en permanence à l'esprit tout au long de cette lecture qu'il figure parmi nos pires ennemis.

Lisez cet article très instructif, bourré d'hypocrisie, d'arrière-pensées, des intentions inavouables, etc. que vous vous ferez un plaisir de passer au détecteur de mensonges ou de la manipulation des consciences, un excellent exercice pour aiguïser son esprit critique ou vérifier son état.

- 8 décembre : «Gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» - Libération 4 décembre 2018

A quatre jours de la marche pour le climat et de la mobilisation des gilets jaunes, qui doivent se tenir au même moment, des militants et des syndicalistes cherchent des points de convergence.

De nouveaux acteurs en soutien des gilets jaunes ? À quatre jours de leur quatrième grand rendez-vous, et alors que les annonces du gouvernement ne semblent pas avoir convaincu nombre de manifestants, difficile de prédire qui marchera avec qui, et où, samedi 8 décembre. Seule certitude : une digue a sauté. Et le mouvement des gilets jaunes, qui rendait jusqu'alors certains frileux, compte tenu de la présence, dans ses rangs, de quelques manifestants d'extrême droite, semble être devenu, à leurs yeux, plus fréquentable. Jusqu'à les convaincre de marcher avec eux ou du moins de leur tendre la main ? Le scénario apparaît de plus en plus possible, d'autant que la journée du 8 décembre sera aussi marquée par une autre mobilisation : la marche pour le climat, organisée de longue date par plusieurs associations environnementales. De quoi faciliter les choses pour ceux qui auraient encore du mal à enfilez la chasuble jaune.

«J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous»

Comme l'a fait la CGT samedi dernier, en appelant les gilets jaunes à rejoindre sa propre manifestation des chômeurs et précaires organisée le même jour, ils sont ainsi quelques-uns à inviter les gilets jaunes à défilier avec eux. «J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous le 8 décembre pour le climat en leur disant : la cause des inégalités et celle de la destruction de la planète est la même», a ainsi lancé le réalisateur et militant écologiste Cyril Dion sur le plateau de France 5, lundi. Chez certains gilets jaunes, l'idée fait son chemin. «On a un but commun : l'avenir de nos enfants, explique l'une d'eux, Julie, de Seine-et-Marne, qui se sent concernée par «l'idée de faire marcher les commerçants locaux, d'arrêter d'engraisser les multinationales, que nos taxes servent réellement à de l'écologie.»

Sans préciser qui doit aller vers qui, la députée européenne EELV Michèle Rivasi a elle aussi appelé «à la convergence des luttes pour la défense de l'écologie». Et d'expliquer : «Parce que la transition écologique suppose la défense de la justice sociale, gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» Mais c'est sans doute Attac, l'association pour la taxation des transactions financières, qui a fait le plus grand pas à l'endroit des gilets jaunes. Dans une vidéo postée sur Twitter mardi matin, sa secrétaire générale, Annick Coupé, explique : «[Attac] sera dans la rue les

jours qui viennent et en particulier le 8 décembre puisque c'est à la fois la journée internationale de mobilisation pour le climat mais aussi, en France, le quatrième rendez-vous des gilets jaunes.» L'association planche sur la possibilité de faire le lien entre les deux mouvements. «Les questions de transition environnementale et de transition sociale ne sont pas déconnectées», pointe Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac.

« La colère des #GiletsJaunes est pleinement justifiée. Il y a un sentiment profond d'injustice sociale, fiscale et écologique dans ce pays ! »##RevancheLyceenne #ClimateAlarm #GiletsJaunes pic.twitter.com/l1dTDwdp54 — Attac France (@attac\_fr) 4 décembre 2018

### Franchir le pas

Certains voudraient aller jusqu'à un appel unitaire signé par le monde associatif, politique mais aussi syndical. D'abord frileux à l'égard des gilets jaunes, du fait notamment de la présence du FN, les syndicats ont quelque peu fait évoluer leur position, désormais plus ouverte, envers le mouvement. Ainsi, pour Solidaires, qui sera à la marche pour le climat, «le mouvement syndical doit prendre ses responsabilités et porter la transformation sociale». Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT reconnaît volontiers qu'il y a des points communs entre les revendications des gilets jaunes et de son syndicat. Mais il appelle à manifester le 14 décembre, jour où la Commission nationale de la négociation collective doit, comme chaque année, rendre son avis sur l'augmentation du smic. Et reste peu bavard sur le 8 décembre.

Pour l'heure, le discours des deux organisations consiste donc plus à dire aux gilets jaunes de venir vers elles et non l'inverse. Excepté des initiatives isolées, comme celle de la CGT chimie, qui a appelé le 29 novembre à la «convergence avec tous les mouvements de contestation, gilets jaunes, rouges sans gilet ou blouses blanches». Plus tôt, SUD industrie ou encore FO transport avait aussi franchi le pas. Dans une tribune publiée sur Médiapart, le 27 novembre, une soixantaine de «syndicalistes contre la vie chère», principalement de la CGT et de Solidaires, affirmaient aussi qu'il était «possible de s'engager collectivement dans cette bataille».

«Nous devons jeter nos forces syndicales dans la bataille»

Dans la lignée, ce mardi, c'est un autre soutien de taille qui a apporté un coup de pouce aux gilets jaunes : la CGT fonction publique. «L'heure est à l'action pour gagner sur les revendications. [...] Nous devons aujourd'hui jeter nos forces syndicales dans la bataille.» La fédération a donc déposé deux préavis de grève : un du 9 au 31 décembre (alors que le mois devrait donner lieu à des annonces de l'exécutif sur la fonction publique) et un autre spécifique au 8 décembre. Ailleurs, dans certaines régions ou secteurs, l'appel est bien plus franc. Ainsi, selon le Courrier Picard, à Albert (Somme), des gilets jaunes et des élus CGT se sont rencontrés et ont décidé d'unir leur force le 8. A Besançon, l'antenne locale du syndicat SUD rail a aussi appelé à la «convergence des luttes» en participant aux manifestations des gilets jaunes, selon l'Est Républicain.

Reste une inconnue : à Paris, où les projecteurs seront braqués après la journée du 1er décembre, la marche pour le climat aura-t-elle bien lieu ? Craignant les débordements, le ministre de l'Intérieur a appelé, lundi, les organisateurs «à ne pas maintenir cette manifestation». Pas question, pour autant, d'annuler, pour Greenpeace France qui écrit sur Twitter : «A l'heure de l'inaction des politiques, il est impensable de ne pas laisser les citoyens faire entendre leur voix pour le climat le 8 décembre.» Libération 4 décembre 2018

Greenpeace est le porte-parole de l'oligarchie : «A l'heure de l'inaction des politiques», Macron inactif, vraiment ? Qui réclame une "transition environnementale", les ouvriers, les employés ? A ma connaissance non. Qui alors ? Et qui devrait la réaliser, Macron ou un gouvernement ouvrier, qui détient le pouvoir, qui gouverne pour qui ?

Le simple fait de reprendre à son compte cette revendication vous place dans le camp de la réaction, parce qu'aucune réponse positive ne peut y être apportée sous un régime capitaliste, sauf à en faire payer le prix aux exploités.

La palme de l'imposture revient à Attac qui entend lier "transition environnementale" et "transition sociale" sous Macron et la Ve République. La priorité, l'urgence, c'est d'engager le combat politique pour un changement de régime et de subordonner à cet objectif toutes les luttes.

**Grève générale, Macron dehors, abolition des institutions de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine et instauration d'une République sociale !**

**Monseigneur est trop bon, on ne veut pas de vos "miettes", on veut tout tout de suite !**

- Les gilets jaunes ne lâchent rien après les "miettes" de Philippe - Le HuffPost 05.11
- Moratoire: les gilets jaunes dénoncent des "mesurettes" - L'Express.fr 05.11

**Dans le fond de la poubelle du régime.**

- BHL - Les Gilets jaunes entre l'Histoire de France et ses poubelles - LePoint.fr 03.11
- Barcelone: Manuel Valls hué lors d'un événement de campagne - L'Express.fr 05.11

L'ancien Premier ministre, en campagne municipale à Barcelone, était dans un quartier pauvre de la capitale catalane pour parler sécurité. Selon les images diffusées par des médias locaux, ces militants ont hué Manuel Valls et crié notamment "Moins de police, plus d'éducation" ou "spéculateurs, hors du quartier". L'Express.fr 05.11

- Macron a déjeuné avec des policiers intervenus samedi à Paris - Le HuffPost 03.11
- Des syndicats policiers réclament le soutien de l'armée - Liberation.fr 05.11

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète de l'état de fatigue des forces de l'ordre si elles devaient faire face à un nouveau samedi d'émeutes. Liberation.fr 05.11

- Gilets jaunes : une députée LREM prise en défaut sur le montant du Smic - LeParisien.fr 03.11

« Bon, je quitte le plateau, Madame la députée ne sait pas à combien est le Smic ! » Excédé, un Gilet jaune invité ce lundi à débattre avec Elise Fajgeles (LREM) sur le plateau de CNews a estimé qu'il était inutile de poursuivre la discussion face à une élue incapable de donner le montant du salaire minimum. Il faut dire que le débat portait justement sur le pouvoir d'achat des Français, au lendemain d'un troisième week-end de mobilisation sur ce thème. LeParisien.fr 03.11

**Ils s'inquiètent.**

- «Gilets jaunes» : la montée en puissance d'un mouvement porté par la colère - LeFigaro.fr 03.11
- "Le pouvoir n'a aucune prise sur les gilets jaunes" - L'Express.fr 03.11
- La crise des gilets jaunes gagne les institutions - Le HuffPost 03.11

**Le Figaro** - Hétéroclites politiquement, peu organisés, pacifiques à certains endroits, violents à d'autres, brassant tant les classes populaires que moyennes, soutenus toujours par plus de 70%

des Français, les «gilets jaunes» sont une vague colorée que personne n'a vu venir. Au point que, après trois week-ends consécutifs d'une mobilisation accompagnée de violences croissantes, il est difficile de se rappeler comment on en est arrivé là.

**Libération** - En une seule journée à Paris, la police a tiré des volumes parfois plus importants que sur toute une année en France. Selon les bilans consultés par Libération, pour les seules compagnies républicaines de sécurité (CRS) et les compagnies de sécurisation et d'intervention de la préfecture de police (CSI), ont été comptabilisés plus de 8 000 grenades lacrymogènes, 1 193 tirs au lanceur de balles en caoutchouc, 1 040 grenades de désencerclement et 339 grenades GLI-F4, munition composée notamment d'une charge explosive de 25 grammes de TNT.

Déjà sidérants, ces chiffres ne comprennent donc pas ceux des gendarmes mobiles, engagés également en nombre samedi, ou d'autres unités de commissariats appelés à la hâte. Sollicitée, la préfecture de police de Paris a refusé de communiquer un bilan global.

**Libération** - Le dispositif est inédit : cinq chambres de comparutions immédiates ont été mobilisées ce lundi pour juger 57 gilets jaunes déférés après la manifestation du 1er décembre qui a tourné à l'émeute ... et cette interrogation récurrente des avocats : «Où sont ils, ces fameux casseurs ? En tout cas pas ici.» (...) Tout au long de la journée, un visage aux traits fatigués en chasse un autre. A 17 h 30, toujours pas un seul casseur (lesquels savent apparemment parfaitement déguerpir).

**- Macron « cristallise une forme de haine » - Publicsenat.fr 05.11**

...un président de la République de plus en plus seul, alors que le mouvement des gilets jaunes ne faiblit pas. Publicsenat.fr 05.11

**- Macron hué et insulté lors d'une visite au Puy-en-Velay - LeParisien.fr 05.11**

**- L'exécutif contraint de reculer face aux «gilets jaunes» - LeFigaro.fr 05.11**

Dans l'espoir d'éviter un nouveau chaos, Édouard Philippe a annoncé un moratoire sur la taxe carbone et le gel des prix de l'électricité et du gaz. LeFigaro.fr 05.11

**- Des concessions en rase campagne - Liberation.fr 5 décembre 2018**

Moratoire sur la taxe carburants, gel de la hausse du gaz et de l'électricité, mais ni coup de pouce au smic, ni retour de l'ISF. Liberation.fr 5 décembre 2018

**- Les "gilets jaunes libres" ne rencontreront pas Philippe à Matignon - Le HuffPost 3 décembre 2018**

Non merci. Les gilets jaunes libres, une des franges du mouvement contestataire, annoncent ce lundi 3 décembre qu'ils ne se rendront pas au rendez-vous fixé par le Premier ministre Édouard Philippe mardi à Matignon. Le HuffPost 3 décembre 2018

**- Pour Macron et Philippe, ça passe... ou ça casse - leparisien.fr 5 décembre 2018**

Les mesures annoncées mardi par Edouard Philippe, suffiront-elles à apaiser la colère des manifestants ? Le Premier ministre s'est mis en première ligne tandis que le chef de l'Etat reste muet... et plus impopulaire que jamais. leparisien.fr 5 décembre 2018

**- Après les annonces de Philippe, les gilets jaunes oscillent entre pouvoir d'achat et chute des institutions - Le HuffPost 5 décembre 2018**

Ils sont tous d'accord sur un point: le moratoire sur la hausse des taxes sur le carburant ne suffit pas. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance, les annonces censées "apaiser la situation pour éviter qu'elle dégénère" n'ont pas trouvé un écho retentissant. L'écrasante majorité des gilets jaunes qui réagissent estiment que cette mesure est très loin de répondre à leurs préoccupations et aux revendications d'un mouvement qui a dépassé la simple opposition à la taxe carbone depuis bien longtemps.

Ces prises de parole virtuelles sont d'ailleurs dans la lignée de celles entendues dans les médias depuis l'annonce du moratoire. Les responsables de l'opposition, comme les porte-parole officiels des gilets jaunes se relaient devant les micros pour en demander davantage au gouvernement. Même chose sur les réseaux sociaux.

Beaucoup d'internautes engagés, participants aux pages Facebook dédiées au mouvement, ont repartagé en masse leurs revendications pour réaffirmer une certaine volonté jusqueboutiste. Et comme depuis le début du mouvement, elles ne sont pas frappées du sceau de l'unanimité. Si certains veulent se concentrer sur le pouvoir d'achat et la reconsidération des foyers les plus modestes, d'autres entendent bien renverser les institutions.

Car si le mouvement a mobilisé les Français autour de la hausse de la taxe carbone, il a rapidement basculé dans une colère beaucoup plus globale et profonde. La plupart des gilets jaunes, souvent issus de classes moyennes ou populaires, réclament des mesures fortes pour leur permettre de boucler les fins de mois et "vivre" plutôt que "survivre." "On ne veut pas des miettes monsieur Philippe", avertissent ces Français en colère.

C'est donc assez logiquement que la revalorisation du salaire minimum, le smic, est au centre des revendications relayées sur les pages Facebook des gilets jaunes. Le HuffPost 5 décembre 2018

**Liberation.fr 5 décembre 2018** - Sur le réseau social où le mouvement est né et où s'échangent rendez-vous et mots d'ordres, le moratoire annoncé par le Premier ministre ne semble avoir convaincu personne.

Mardi après-midi, il fallait vraiment chercher pour trouver un seul commentaire positif dans les groupes de discussion. Pas de trace non plus d'un appel au calme. Le groupe «la France en colère !!!» a organisé un sondage à choix multiples après les annonces d'Edouard Philippe. «Vous avez été convaincu par les annonces ?» demandait Eric Drouet, un des leaders de la contestation depuis le 17 novembre. Résultats sans appel : «Non, action dans ma région samedi» (614 personnes), «Non, pas du tout satisfait» (486), «Non, Paris samedi» (404). Au total, ils n'étaient que sept à répondre «Oui».

Après le discours du Premier ministre, «poudre aux yeux», «foutage de gueule», «enfumage», «on nous la fait à l'envers» ou «on lâche rien» sont les expressions qui reviennent le plus. L'idée générale est que le moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants ne fait que repousser le problème : «C'est juste reculer pour mieux sauter.» «Il cherche à gagner du temps à l'approche de Noël, à nous endormir. Dans six mois, on est bons pour remettre le gilet jaune !!» écrit un internaute. Les analystes politiques voient cette suspension comme une manière d'enjamber les européennes mais les gilets jaunes relèvent plutôt que la fin du moratoire tombe «pile poil pour les vacances d'été», moment où l'essence sera d'autant plus utile et l'attention médiatique moindre pour «nous la mettre». Une capture d'écran de BFM TV avec un bandeau «taxe reportée : un geste suffisant ?» remet le feu aux poudres, apparaissant pour beaucoup comme la preuve formelle du «foutage de gueule» en cours.

La réponse tardive du gouvernement ne peut satisfaire un mouvement qui, à force de se réunir sur les ronds-points ou sur Internet, a formulé une tonne de demandes très éloignées de la seule taxe sur les carburants. Les annonces de mardi apparaissent comme des «miettes jetées à des

pigeons». Et «les pigeons vont lui chier dessus», écrit un gilet jaune, résumant l'état d'esprit général.

Samedi prochain, ce sera «l'acte IV», comme disent les événements Facebook annonçant la mobilisation. Ce qui veut dire que le gouvernement a trois «actes» de retard face à un mouvement qui réclame désormais des mesures de démocratie directe, une augmentation du smic (plus que les 3 % annoncés), le rétablissement de l'ISF, des mesures pour les retraités ou la baisse des salaires des élus.

C'est à se demander si les annonces du gouvernement n'en radicaliseraient pas certains. «Au début, je n'étais pas très fan des gens qui demandaient la démission ou la destitution de Macron, il n'y a que les cons qui ne changent pas d'avis», avoue un internaute. Pour tous, pas question de renoncer à la mobilisation de samedi. «Satisfaite : non : acte IV mais pas à Paris jusqu'au retour de l'ISF et une augmentation significative du smic !» dit une gilet jaune. «Jusqu'au départ de ces clowns ! Donc "Macron démission" ce n'était pas que des mots en l'air», lui répond un autre. Dans un combat qui est devenu frontal face au chef de l'Etat, beaucoup estiment que Macron s'est défilé en laissant parler son Premier ministre, souvent qualifié de «sbire» : «Un président qui ne s'adresse pas à la nation c'est un manque de respect et c'est du mépris total.» «Où est Macron ?» s'interroge une gilet jaune interloquée. «Il change la moquette avec Brigitte», lui répond un autre, emportant les rires, numériques, de l'assistance. Liberation.fr 5 décembre 2018

#### **- Ille-et-Vilaine : «Ils nous prennent pour des débiles» - Liberation.fr 5 décembre 2018**

A quelques kilomètres de Rennes, les gilets jaunes sont tout sauf convaincus des propositions de l'exécutif, loin de leurs revendications sociales. La cassure est profonde.

Sur le rond-point de la zone commerciale de Saint-Grégoire, à la sortie de Rennes, une quinzaine de gilets jaunes se sont rassemblés, avec panneaux et drapeau breton, après avoir été évacués le matin même d'un «bivouac» en centre-ville par les forces de l'ordre. Et mardi midi, ce n'est pas le concert ininterrompu de klaxons et de sifflets qui a fait que le message d'Edouard Philippe a eu un peu de mal à passer.

La nouvelle est arrivée via un chauffeur de semi-remorque qui a bloqué quelques instants le flux de la circulation et baissé sa vitre pour annoncer la prise de parole du Premier ministre et balancer à la volée les premières mesures. Les manifestants s'en sont alors remis à leurs portables pour suivre, tant bien que mal, l'intervention du Premier ministre. Sans y trouver du tout leur compte. Sans surprise. «Au début, j'ai pensé qu'il faisait un premier pas en avant, mais au final ce n'est que de la poudre aux yeux, du foutage de gueule», commente à chaud Charlène, 30 ans, cheveux bruns tirés en arrière. Pour la jeune femme, mère de deux enfants, c'est surtout cette période transitoire de six mois qui pose problème. «Il lui a fallu trois semaines pour réagir et les violences de samedi dernier et il nous balance cette suspension de six mois pour qu'on discute et qu'au bout du compte tout recommence ? C'est au moins un moratoire à durée indéterminée qu'il aurait fallu, avec une vraie hausse du smic», juge cette ancienne employée dans la restauration rapide, en arrêt de travail en raison de ses «deux genoux flingués».

A ses côtés, Raymonde, sa mère de 65 ans, enveloppée dans son manteau fourré, explique toucher 1 000 euros de retraite après quarante-trois ans de travail et se priver de chauffage pour assumer un loyer de 550 euros, sans APL. Elle abonde dans le sens de sa fille : «Ce qu'on a entendu, c'est juste reculer pour mieux sauter, ils nous prennent pour de la merde», lâche-t-elle, prenant pour cible les «abus» dont bénéficieraient les députés, comme «le cumul des retraites». Ou encore les «40 000 euros de salaire de la première dame avec 17 000 euros pour se faire des beautés», quand une députée LREM s'est avérée incapable de donner le montant du Smic sur une chaîne d'infos en continu.

«Pendant ce temps, il n'y a jamais eu autant de suicides chez les policiers, les agriculteurs, les infirmières», ajoute-t-elle. «Ils nous prennent pour des débiles et ne comprennent rien à notre situation, renchérit Quentin, employé dans une entreprise de nettoyage industriel, venu avec sa compagne et son bébé de huit mois dans sa poussette. Cela se voit que Macron est né avec une cuillère dans la bouche.» Ce que redoutent la plupart de ces gilets jaunes, comme ce chauffeur routier en retraite, qui s'est mis à l'écart pour réécouter Edouard Philippe et ses annonces sur le gel du prix du gaz et de l'électricité, c'est que «dans six mois, on nous en remette une volée». «Ils sont à côté de la plaque, lâche-t-il, entre deux bouffées de cigarillo. Il faut remettre les services de l'Etat en marche et à l'écoute des gens. Quand vous savez ce que gagne un facteur et que celui qui distribue le courrier à l'Assemblée nationale touche 5 000 ou 6 000 euros, même s'il ne travaille pas, vous trouvez ça juste vous ?»

Face aux annonces du Premier ministre, ce que réclament la plupart de ces gilets jaunes revient en boucle : le retour de l'ISF, une augmentation significative des salaires ou encore une «fiscalité transparente». Sur le rond-point, la pancarte «un klaxon=un soutien» continue d'avoir autant de succès.

Charlie, 38 ans, en arrêt de travail après avoir dû liquider son entreprise «d'importation de bateaux» et subi un burn-out, se montre pour sa part aussi désabusé que fataliste en évoquant le président de la République et son gouvernement. «Ce ne sont pas eux les vrais patrons. Ce sont les multinationales, les grosses banques, les lobbies, qui sont tout puissants. C'est grâce à eux que Macron est arrivé au pouvoir et c'est à eux qu'il doit rendre des comptes.» Liberation.fr 5 décembre 2018

**AFP 5 décembre 2018** - Éric Drouet, l'un des instigateurs du mouvement parmi les plus connus des "gilets jaunes", a appelé à "retourner à Paris" samedi, "près des lieux de pouvoirs, les Champs-Élysées, l'Arc de Triomphe, Concorde".

Pour l'Insoumis François Ruffin, les mesures annoncées, "ça ne répond pas au mal de vivre".

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a invité "les gilets jaunes raisonnables" à ne pas se rassembler à Paris samedi, et a promis d'accroître la mobilisation des forces de l'ordre en France.

Le gouvernement craint aussi une extension de la colère à d'autres secteurs. Mardi, de nouveaux incidents ont éclaté devant des lycées de la région parisienne, et Marseille reste particulièrement touchée. AFP 5 décembre 2018

#### **- A Toulouse, un lycée incendié et un millier de jeunes manifestants - Liberation.fr 05.11**

En ce troisième jour de contestation lycéenne, l'entrée d'un établissement de Blagnac, en périphérie, a été ravagée par un feu de poubelles tandis que la circulation des trams et métros était interrompue. Liberation.fr 05.11

- Plus d'une centaine de lycées bloqués en France, des manifestations réprimées dans plusieurs villes - Liberation.fr 03.11

- Sans forcément se revendiquer comme «gilets jaunes», des lycéens ont ajouté leurs voix ce lundi à la contestation contre la politique d'Emmanuel Macron. Liberation.fr 03.11

#### **- La manifestation des ambulanciers se termine avec un véhicule en feu - Le HuffPost 03.11**

Un mois après leur coup de force de novembre qui avait bloqué le périphérique parisien pendant plus de vingt-quatre heures, des centaines d'ambulanciers ont récidivé ce lundi 3 décembre. Le HuffPost 03.11

**Criminuel. Quand le législateur délivre un droit de tuer au lobby pharmaceutique.**

- Médicament. Une décharge à signer avant d'avaler l'Androcur - Liberation.fr 4 décembre 2018

Les patients devront bientôt signer un formulaire d'accord de soins avant de débuter tout traitement avec l'Androcur (laboratoire Bayer) et ses génériques, a annoncé lundi l'Agence du médicament (ANSM). Indiqué chez la femme dans le traitement de maladies hormonales et chez l'homme pour certains cancers de la prostate, ce médicament augmente le risque de développer des méningiomes, une tumeur au cerveau le plus souvent bénigne. Selon une récente étude de l'ANSM ne portant que sur des femmes, le risque est multiplié par sept après six mois de traitement à fortes doses et par vingt après cinq ans. Liberation.fr 4 décembre 2018